



## Retour du SER à la consultation publique n°2022-11 du 20 octobre 2022 relative aux tarifs d'utilisation des réseaux publics de transport et de distribution d'électricité (TURPE 6 HTB & HTA-BT)

Novembre 2022

### Congestions

**Question 1 : Pour l'année 2022, êtes-vous favorable à la proposition de la CRE d'inclure les coûts de congestions à 100% au CRCP ?**

Le SER est favorable à cette proposition.

**Question 2 : Pour les années 2023 et 2024, êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de remplacer la régulation incitative sur les coûts de congestions nationales et internationales par une régulation incitative portant sur les volumes de congestions nationales et internationales, ainsi qu'aux modalités de cette dernière ?**

Le SER est favorable à cette proposition.

Le SER rappelle qu'une conséquence directe du nouveau principe de dimensionnement optimal du réseau national (SDDR 2019) sera l'augmentation des congestions. Il est essentiel à ce titre qu'une régulation incitative soit mise en place afin d'inciter le gestionnaire au juste équilibre entre congestion et investissements, notamment pour s'assurer que les coûts de congestion ne seront pas durablement à la hausse sans qu'un plan d'investissement alternatif pour les faire diminuer soit disponible, et puisse être déclenché au moment opportun pour la collectivité.

### Réserves d'équilibrages

**Question 3 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE, pour les années 2023 et 2024, de remplacer la régulation incitative portant sur les coûts de constitution des réserves d'équilibrage par une régulation incitative portant sur les volumes d'ajustements pour motif de reconstitution des services système et marges, ainsi qu'aux modalités de cette dernière ?**

Sans avis

**Question 4 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE d'inclure les abattements, pénalités et indemnités liés aux réserves d'équilibrage à 100% au CRCP pour les années 2023 et 2024 ?**

Sans avis.

## Service système tension

**Question 5 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE, pour les années 2023 et 2024, de remplacer l'incitation à 100% sur les coûts de la part variable de la compensation synchrone par une régulation incitative portant sur les volumes d'énergie valorisée au titre de la compensation synchrone, ainsi qu'aux modalités de cette dernière ?**

Le SER est favorable à la proposition de la CRE.

Nous profitons de cette consultation pour rappeler que le réglage de la tension est essentielle pour les années de transition que nous allons connaître : de nombreux facteurs de court-terme (crise énergétique, baisse de la production nucléaire, de la consommation du fait de la sobriété) de moyen et de long-terme (développement de la production décentralisé, enfouissement de câbles, évolutions de la consommation) vont durablement faire évoluer la gestion de la tension et doivent conduire à repenser la question de la tarification/achat de réactif par le gestionnaire.

Force est de constater que ce sujet, pourtant pointé du doigt comme central par les filières EnR depuis près de dix ans, n'a fait l'objet d'aucune réelle avancée méthodologique et théorique de la part des gestionnaires de réseaux, si ce n'est un rapport en 2018 et quelques expérimentations en partenariat avec des producteurs en 2017. Pire, le sujet a selon nous régressé à l'agenda de RTE, dans la mesure où désormais il est considéré de manière claire par les GR (sans accord de la profession) que la fourniture de réactif selon une régulation dite en  $\tan(\phi)$  ne sera pas un service, et que celle-ci doit être gratuite pour soutenir le réseau de transport (et garantir la tenue des gabarits de tension à l'interface entre Enedis & RTE). Une feuille de route sur l'utilisation des capacités de réglage de la tension des EnR en HTA a bien été proposé par RTE & Enedis il y a 18 mois, mais celle-ci est restée lettre morte et la profession n'a désormais plus aucun espoir sur le fait que ce sujet avance avant le TURPE 7.

Cette situation n'est pas acceptable, car nous semblant fortement éloignée de l'esprit de l'article L. 321-11 du code de l'énergie, mais surtout pas raisonnable, dans la mesure où il fait consensus que le réglage de la tension par les EnR sera un des éléments du maintien du plan de tension sur le long-terme (cf. notamment le rapport AIE-RTE de 2021 sur l'équilibrage des systèmes à forte pénétration d'énergies renouvelables).

Nous incitons donc la CRE à ouvrir un chantier spécifique sur le réglage de la tension dans le cadre des TURPE 7 et 8 pour :

- Clarifier la tarification de l'absorption/injection de réactif, si nécessaire par délibération afin de statuer sur ce qui constitue un service système au sens du L. 321-11 du code de l'énergie et des directives sur le marché intérieur de l'électricité de 2019 ;
- Ouvrir les marchés de réglage de la tension aux utilisateurs situés sur le RPD qui doivent pouvoir contribuer à cet équilibre, au même titre que ceux raccordés au RPT.

Sur ce dernier point, la délibération de la CRE de 2016 concernant les orientations sur le système de rémunération des SSY U indiquait déjà le besoin d'analyser d'autres moyens de réglage de la tension pouvant être sollicités par RTE (notamment, les services pouvant être offerts par les consommateurs industriels ou encore par les producteurs raccordés à un réseau de distribution, la gestion de la puissance réactive à l'interface avec les réseaux publics de distribution et les moyens de compensation alternatifs pouvant être déployés sur le réseau public de transport, comme les condensateurs et les selfs), leur efficacité et les coûts associés. La CRE précisait qu'approfondir ces travaux permettra d'optimiser plus globalement le recours à l'ensemble des moyens de réglage de la tension dans la perspective de minimiser les coûts tout en garantissant la sûreté du système électrique : plus de six ans après il est temps que ce sujet fasse enfin pleinement l'objet d'une mise en œuvre.

**Question 6 : Êtes-vous favorable aux propositions d'évolution de la CRE pour l'incitation sur le volume d'achat des pertes supportées par RTE et Enedis ?**

Sans avis.

## Moyens de RTE

### Question 7 : Êtes-vous favorable à la correction de la trajectoire de production immobilisée pour les années 2023 et 2024 ?

**Le SER est favorable à une correction de la trajectoire supérieure à celle proposée par la CRE.**

Nous estimons que la trajectoire proposée reste faible par rapport aux besoins réels : tous les indicateurs montrent que l'accélération de la transition énergétique sera la plus forte sur la période 2020-2030, avant d'atteindre un rythme de croisière sur les décennies suivantes, si les trajectoires sont bien tenues, ce qui n'est pas le cas actuellement pour de nombreuses raisons (dont une autre raison analogue, le manque de moyens dans les services de l'Etat dédié à l'instruction des projets EnR, reconnu désormais par tous, y compris les responsables politiques).

Ce rythme de croisière s'observera en volume de raccordement, néanmoins du fait du renouvellement des réseaux et des besoins d'extension associés à l'arrivée annuelle de 5 à 10 GW de capacités renouvelables par an, cela pourrait se traduire au niveau du réseau par une poursuite de l'accélération des dépenses, comme démontré par les premières analyses du BP 2030-2050.

De ce point de vue là nous réitérons notre positionnement concernant le TURPE 6, à savoir que ce dernier n'est pas assez ambitieux sur la question des ressources humaines et ne donnera pas, même avec les trajectoires corrigées, les moyens nécessaires à RTE & Enedis pour réussir la transition énergétique.

RTE est actuellement en retard sur plusieurs chantiers majeurs pour la transition énergétique :

- **l'élaboration des S3REnR** a été une réussite d'un point de vue de la construction de scénarios de déploiement des réseaux pertinents pour proposer de nouveaux ouvrages, mais un échec complet d'un point de vue de la tenue des calendriers des procédures de révision, notamment du fait de l'insuffisance des moyens alloués aux pilotages des études, des concertations et de la gestion de projet de manière générale. Les S3REnR sont la condition sine qua non du respect du droit au raccordement des EnR, vu qu'il s'agit du cadre de raccordement unique de ces installations de production, à ce titre ils ne peuvent souffrir de délai sans que cela ait un impact sur la capacité à proposer des offres de raccordement d'Enedis & de RTE
- **la mise en œuvre de l'anticipation**, prévue elle aussi au SDDR 2019, n'a fait l'objet d'une déclinaison opérationnelle que tardivement et, dans les faits, nous constatons que quasiment aucune étude d'ouvrage n'a été lancée en anticipation de l'approbation des S3REnR, faute de maîtrise d'ouvrage suffisante côté RTE. Cette non mise en œuvre de l'anticipation dans les délais, associée à un décalage de plus de deux ans dans l'approbation de tous les S3REnR (à l'exception de Nouvelle-Aquitaine qui n'a eu un décalage « que » de douze mois) fait que de, manière générale, le manque de ressources allouées à la transition énergétique chez RTE va générer un effet de décalage de l'ordre de deux ans dans l'accélération des raccordements des EnR sur la décennie ;
- **la réponse aux demandes de raccordement de RTE** n'a pas été à la hauteur de la vague, pourtant annoncée de longue date, de demandes de raccordement. RTE a proposé un allongement des délais, il y a un an, en phase de devenir pérenne.

Les producteurs EnR constatent de plus en plus des délais de raccordement prévus dans les PTFs (Enedis & RTE) qui s'allongent, y compris dans les zones prévues aux S3REnR, faute de lancement en temps et en heure des études du fait d'une insuffisance du personnel.

Des ajustements *a minima* des trajectoires ne peuvent donc constituer une réponse pertinente au moment où l'accélération de la transition énergétique devient un enjeu vital pour notre pays afin que celui-ci puisse tenir son rang de grande puissance industrielle, et atteindre l'objectif assigné par le Président de la République d'être la

première grande nation « décarbonée ». Ainsi nous ne partageons pas la remarque de la CRE en page 4 du questionnaire, à savoir que le TURPE 6 a fourni « les ressources suffisantes pour que les raccordements soient réalisés de façon efficace », de facto ce n'est pas ce que nous constatons de manière opérationnelle sur les trois chantiers évoqués plus haut.

Le SER appelle donc à un desserrement beaucoup plus important de la contrainte de moyens pour plusieurs raisons :

- **Les trajectoires de ressources humaines affectées à la transition énergétique doivent être sanctuarisées dans la mesure où les ressources apportées par les producteurs par le biais des quotes-parts et des ouvrages propres sont censées en assurer la majorité des coûts**, y compris d'étude. Si ces apports sont insuffisants, une discussion doit être promptement entamée afin de clarifier en quoi ces ressources sont insuffisantes et combien serait nécessaire.
- **Les difficultés de recrutement de personnels qualifiés (ingénierie, MOA...) concernent tous les sous-secteurs de l'électricité : énergies renouvelables, nucléaire et réseaux électriques.** Il est nécessaire d'envoyer un message clair de recrutement massif pour attirer de nouveaux talents, les faire monter en compétence rapidement et les fidéliser en leur proposant des conditions de rémunération suffisamment attractifs pour que les compétences ne soient pas perdus. Un nouveau réseau appelle à de nouvelles équipes : le TURPE doit inciter à constituer des équipes durables pour le chantier de trente ans qui s'ouvre, toute perte de compétence constituera autant de délais.
- La phase actuelle est une phase d'accélération, avec **d'importantes de demandes de raccordement qui permettront de dégager la contrainte de sécurité d'approvisionnement dans dix ans, soit à l'horizon de PPE n'existant pas encore aujourd'hui.** Ce décalage dans les trajectoires d'investissements de RTE par rapport à la PPE peut induire des effets de retards de cycle si une marge suffisante n'est pas prise. Le TURPE doit éviter ce risque de « bullwhip effect » bien connu dans les secteurs de la supply chain et se positionner sur des trajectoires long-termes ambitieuses, quitte à venir ajuster à la baisse dans un second temps si effectivement trop de moyens étaient alloués (ce qui est loin d'être le cas aujourd'hui).

Nous rappelons que les éventuelles hausses de tarif associées à de telles trajectoires ambitieuses doivent être mesurées à l'aune des coûts système : il est désormais partagé que la part des coûts réseaux dans les coûts du réseau et des flexibilités vont gagner plusieurs points au cours des décennies à venir (cf. BP 2050), mais que la part relative de la production devrait diminuer du fait des coûts compétitifs des énergies renouvelables. Une hausse du TURPE est donc de ce point de vue souhaitable afin de pouvoir faire bénéficier les consommateurs de gains (relatifs) sur la partie production de leur facture. Tout retard massif dans la transition énergétique (comme cela semble se profiler à la fin de la décennie du fait des difficultés de raccordement au réseau de transport) pouvant par ailleurs avoir des conséquences délétères sur la sécurité d'approvisionnement et donc sur la facture des consommateurs (cf. crise de l'offre actuelle, notamment induite par un manque de production nucléaire).

#### **Question 8 : Êtes-vous favorable à la restitution aux utilisateurs du réseau des montants transférés de charges d'exploitation vers des dépenses d'investissement ?**

Le SER est neutre sur ce sujet.

Le SER attire néanmoins l'attention sur le fait que dans la mesure où les trajectoires sont ascendantes, toute restitution aux utilisateurs (comme cela a pu être annoncé pour les volumes d'interconnexion) pourrait être contreproductif dans la mesure où un fléchage rapide de ces montants vers d'autres postes de dépenses, afin de lisser dans un second temps les hausses futures de TURPE.

## Performance de RTE

### **Question 9 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de mettre en place un suivi du taux de transmission des propositions techniques et financières dans les délais convenus avec le demandeur et au mécanisme incitatif associé ?**

Le SER est favorable à la mise en place d'un suivi du taux de transmission des propositions techniques et financières dans les délais convenus avec le demandeur et au mécanisme incitatif associé, et à l'introduction d'une régulation incitative qui permettra de ne pas pénaliser les producteurs en cas d'inefficacité de RTE dans l'utilisation des nouveaux moyens.

Le souhaite préciser que la procédure de raccordement approuvée par la CRE doit être en premier lieu la règle générale (remise d'une PTF sous 3 mois) à respecter, le délai convenu avec le demandeur devant être l'exception. En effet, les producteurs ont accepté, à titre exceptionnel et dans un souci d'apporter leur aide à RTE, de prévoir temporairement une extension de 1 mois pour la remise d'une PTF. Le SER souhaite désormais qu'un retour à la normale soit planifiée, or la correction de trajectoire évoqué plus haut nous semble insuffisante, aussi nous ne partageons pas les estimations de RTE en page 13 :

« RTE estime à ce stade pouvoir assurer efficacement les missions associées au traitement de ces demandes, grâce d'une part aux moyens prévus par la délibération TURPE 6 HTB, régularisés de l'erreur relative à la part main-d'oeuvre de la production immobilisée (cf. 3) et d'autre part à des redéploiements internes. A ce stade, la CRE n'envisage donc pas de renforcer les moyens de RTE consacrés aux études de raccordement. »

**Un renfort substantiel de moyens doit permettre de ramener les délais à 3 mois**, et de maintenir des délais pertinents pour les pré-études exploratoires (trois semaines) et PEFA, qui permettront, une fois le parcours client RTE revu avec les producteurs dans le cadre d'une concertation en cours, d'ajuster au mieux la fourniture des informations aux producteurs selon la maturité de leurs projets.

### **Question 10 : Partagez-vous l'intérêt de suivre également le délai moyen de transmission des propositions techniques et financières ? Considérez-vous pertinent d'introduire une incitation financière relative à cet indicateur ?**

Le SER est favorable au suivi, une incitation financière peut être pertinente, mais le SER souhaite avant tout que ce délai soit calé à trois mois maximum.

### **Question 11 : Êtes-vous favorable à l'introduction d'autres indicateurs ou de nouvelles mesures incitatives appropriées concernant le processus de raccordement ?**

Le SER est favorable à une réflexion sur une régulation incitative pour faire diminuer le délai moyen de raccordement afin que RTE déploie, tout comme Enedis un projet de division par deux de ses délais pour les raccordements terrestres. Cela pourrait passer par un renforcement de l'indicateur « délais moyens de raccordement par segment (éolien en mer, EnR terrestres, distributeurs et consommateurs) »

Un tel objectif peut apparaître illusoire, mais il nous semble qu'avec les allongements de délais qui vont être occasionnés par la nécessité de construire/renforcer de nouvelles lignes et postes HTB (ce qui était moins le cas au cours de la précédente décennie) l'absence d'objectifs ambitieux pourrait conduire à observer à terme un rallongement de délai. Les délais étant très importants sur le RPT, toute constatation d'un rallongement de délai ne pourrait être suivie d'un plan donnant des résultats satisfaisants que bien des années plus tard alors qu'il serait « trop tard » pour rattraper un éventuel retard sur nos ambitions énergétiques et écologiques. La pression sur ces délais doit donc être appliquée de manière proactive, pour que RTE propose des solutions innovantes

(ajustement des seuils de raccordement entre niveau de tension, assouplissement des règles pour les installations mixtes stockage/consommateurs/EnR etc.).

Par ailleurs nous proposerions de différencier les segments (tout en gardant l'indicateur collectif) afin que cet indicateur ait un sens concret, du fait de la diversité des raccordements, et qu'à terme chaque segment puisse être plafonné, par exemple pour les EnR terrestres :

- Si le raccordement ne nécessite pas de travaux sur le réseau amont (8 mois maximum à partir de la signature de la PTF) ;
- Si le raccordement nécessite le redimensionnement de liaison (max 5 ans à partir de la signature de la PTF) ;
- Si le raccordement nécessite la création d'un nouveau poste (max 7 ans à partir de la signature de la PTF).

Par extension, une telle logique pourrait être mise en place côté Enedis, pour bien détailler l'indicateur global.

### Responsables d'équilibres

**Question 12 : Êtes-vous favorable à l'inclusion, au cas par cas et sur la base de dossiers argumentés par RTE, des créances irrécouvrables des responsables d'équilibre au CRCP ?**

Le SER est favorable à cette proposition pour donner des leviers d'action à la puissance publique en cas d'aggravation de la situation dans les mois à venir.

**Question 13 : Êtes-vous favorable à l'ajout de l'action « partage des capacités transfrontalières françaises sur la plateforme MARI pour les activations programmées qui ont lieu chaque quart d'heure » à la liste des actions prioritaires du dispositif de régulation incitative permettant de favoriser l'innovation à l'externe, et à son délai de mise en œuvre ?**

Le SER est favorable à cette proposition.